

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 02460

Numéro SIREN : 493 094 445

Nom ou dénomination : 5 STRATEGIES

Ce dépôt a été enregistré le 30/10/2019 sous le numéro de dépôt 46863

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 30/10/2019

Numéro de dépôt : 2019/46863

Déposant :

Nom/dénomination : 5 STRATEGIES

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 493 094 445

N° gestion : 2013 B 02460



5 STRATEGIES

Exercice clos le : 31/12/2018

APE :

SIRET : 493 094 445

Certifié conforme



Expertise comptable / Conseil

Smart decisions. Lasting value.

nb

Sommaire

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

États financiers	4
Bilan consolidé	4
Compte de résultat consolidé	5
Tableau de flux de trésorerie consolidé	6
Variations des capitaux propres	7
Faits caractéristiques de l'exercice	8
Principes, règles et méthodes de consolidation	9
1. Conventions comptables générales	9
2. Date de clôture de l'exercice	9
3. Utilisation d'estimations	9
4. Changement de méthode et comparabilité des exercices	9
5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées	9
6. Variation du périmètre de consolidation	10
7. Ecart d'acquisition	10
8. Règles et méthodes comptables	11
Notes annexes sur les postes du bilan	14
9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	14
10. Immobilisations corporelles et incorporelles	15
11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	16
12. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	17
13. Valeurs mobilières de placement et disponibilités	17
14. Variation des capitaux propres consolidés	18
15. Provisions	18
16. Engagements de retraite et avantages similaires	18
17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	19
18. Notes annexes sur les impôts différés	19
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	20
19. Chiffre d'affaires	20
20. Autres produits d'exploitation	20
21. Achats consommés	20
22. Charges externes	21
23. Impôts et taxes	21
24. Charges de personnel et effectif	21
25. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	22
26. Produits financiers	22
27. Charges financières	22
28. Produits exceptionnels	23
29. Charges exceptionnelles	23
30. Impôts sur les résultats	23

Autres Informations.....	24
31. Engagements hors-bilan	24
32. Rémunérations des commissaires aux comptes	24
33. Rémunération des dirigeants.....	24
34. Transactions entre parties liées.....	24
Evénements significatifs postérieurs à clôture	25



États financiers

Bilan consolidé

Libellé	Notes	2018	2017
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	10	964 903	1 140 339
Immobilisations incorporelles	11	83 523	42 040
Immobilisations corporelles	11	163 988	177 681
Immobilisations financières	12	43 083	2 136 849
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé		1 255 498	3 496 909
Stocks et en-cours			
Clients et comptes rattachés	13	32 958 860	32 917 609
Impôts différés - actif		35 504	18 087
Autres créances et comptes de régularisation	13	7 308 232	3 835 339
Valeurs mobilières de placement	14		
Disponibilités	14	4 586 492	5 910 206
Intérêts courus non échus s/ dispo.	14	24	453
Actif circulant		44 889 112	42 681 695
Total Actif		46 144 610	46 178 604
Capital		951 260	951 260
Primes liées au capital		10	10
Ecart de réévaluation			
Réserves		4 084 676	3 977 322
Résultat net (Part du groupe)		55 743	107 353
Capitaux propres (part du groupe)	15	5 091 689	5 035 945
Intérêts minoritaires			
Autres fonds propres		(0)	0
Ecart d'acquisition passif			
Provisions et impôts différés	16	140 719	2 211 216
Provisions		140 719	2 211 217
Emprunts et dettes financières			
Fournisseurs et comptes rattachés	17	11 671 125	11 155 902
Autres dettes et comptes de régularisation	17	29 241 077	27 775 540
Dettes		40 912 203	38 931 441
Total Passif		46 144 610	46 178 603

Compte de résultat consolidé

Libellé	Notes	2018	2017
Chiffres d'affaires	19	179 175 718	154 040 223
Autres produits d'exploitation	20	77 964	539 083
Produits d'exploitation		179 253 681	154 579 306
Achats consommés	21	(153 000 123)	(128 859 267)
Autres charges d'exploitation	22	(19 715 841)	(20 477 864)
Impôts et taxes	23	(219 242)	(184 302)
Charges de personnel	24	(5 521 242)	(4 573 576)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	25	(139 082)	(96 507)
Charges d'exploitation		(178 595 530)	(154 191 515)
Résultat d'exploitation		658 152	387 791
Produits financiers	26	18 169	13 052
Charges financières	27	(17 109)	(22 796)
Résultat financier		1 060	(9 744)
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées		659 212	378 048
Produits exceptionnels	28	2 118 410	32 305
Charges exceptionnelles	29	(2 506 301)	(46 732)
Résultat exceptionnel		(387 892)	(14 427)
Impôt sur les bénéfices		(87 313)	(54 871)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale			
Impôts différés		3 497	(25 960)
Carry-back		43 675	
Impôts sur les résultats	30	(40 141)	(80 831)
Résultat net des entreprises intégrées		231 179	282 789
Dotations aux prov. des écarts d'acquisition (impairment)			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(175 436)	(175 436)
Quote-part dans les résultats des entreprises en mises en équiv.			
Résultat net de l'ensemble consolidé		55 743	107 353
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)		55 743	107 353
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		95 126	95 126
Résultat par action		0,59	1,13
Résultat dilué par action		0,59	1,13

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2018.12	2017.12
Résultat net total des entités consolidées	55 743	107 353
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	(1 803 922)	86 096
Variation de l'impôt différé	(3 497)	25 960
Eléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		(8 055)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Marge brute d'autofinancement	(1 751 676)	211 354
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 532 955)	2 679 384
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	(3 284 631)	2 890 738
Acquisitions d'immobilisations	(132 851)	(165 797)
Cessions d'immobilisations		8 055
Réduction des autres immobilisations financières	(2 093 766)	
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements à court terme		
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	1 960 915	(157 742)
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Dividendes versés des filiales		
Dividendes reçus/versés de la société mère		
Augmentations / réductions de capital		
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)		
Variation de change sur la trésorerie (IV)		
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(1 323 716)	2 732 996
Trésorerie : ouverture	5 910 660	3 177 663
Reclassement d'ouverture	0	
Trésorerie : ouverture	5 910 660	
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôtura	4 586 516	5 910 660

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2016.12	951 260	10	3 872 113			105 208	4 928 591	
Affectation du résultat N-1			105 209			(105 209)		
Résultat						107 353	107 353	
Autres						0	1	
2017.12	951 260	10	3 977 322			107 353	5 035 945	
Affectation du résultat N-1			107 354			(107 354)		
Résultat						55 743	55 743	
Autres			(0)			1	1	
2018.12	951 260	10	4 084 676			55 743	5 091 689	

Faits caractéristiques de l'exercice

Le résultat exceptionnel de -387 892€ comprend notamment les charges liées au litige Télémaque à hauteur de 2.5 millions d'euros.



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. M.' followed by a flourish.

Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France.

En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique. La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2018 :

Sociétés	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
5 STRATEGIES (SOCIETE MERE°	IG	100,00	100,00
THALASSO N°1	IG	100,00	100,00
	IG	100,00	100,00

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre sur l'exercice 2018.

7. Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que les marques et les licences, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué. Dans le Groupe, la durée d'amortissement des écarts d'acquisition amortis est comprise entre 10 et 20 ans, elle est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique ;
- dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti (c'est le cas notamment des écarts d'acquisitions représentatifs des fonds commerciaux – juridiquement protégés – non amortis dans les comptes sociaux) ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies, c'est-à-dire dans le cas du Groupe, au niveau des secteurs d'activité de chaque pays dans lequel le Groupe exerce ses activités.

Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

8. Règles et méthodes comptables

8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'œuvre..) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés à l'actif lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

8.2. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

La société a pris l'option de ne pas activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

8.3. Créances clients et autres créances

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

8.4. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

8.5. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

8.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

8.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme

Engagements de retraite

Le seul engagement de retraite supporté par la société est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La société a décidé de ne pas de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agence et voyages.

8.8 Crédit d'impôt compétitivité (CICE)

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel, la société a comptabilisé le CICE de l'exercice dans ses comptes individuels, au crédit d'un sous-compte dédié du compte de charges 64 « Charges de personnel » pour un montant de 143 628 euros.

Le CICE de l'exercice précédent, d'un montant de 149 994 euros, a permis principalement l'embauche de salariés nécessaires au développement de la société.

8.9. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

Ils peuvent comprendre par exemple :

- les plus-values ou moins-values de cession - ou les dépréciations - importantes et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- certaines charges de restructuration : il s'agit uniquement des coûts de restructuration qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, par leur caractère inhabituel et leur importance ;
- d'autres charges et produits d'exploitation tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative.

8.10. Application des méthodes préférentielles

Le Groupe applique, le cas échéant, toutes les méthodes préférentielles énoncées au § 300 du règlement CRC no 99-02.

8.11. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Notes annexes sur les postes du bilan

9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 754 366	1 754 366						
Amortissements des écarts d'acquisition	(614 027)	(789 463)			(175 436)			
Provisions des écarts d'acquisition								
Valeur nette	1 140 339	964 903			(175 436)			
Ecarts d'acquisition - passif								
Reprise - écarts d'acquisition - passif								
Valeur nette								

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1 754 366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1 904 383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150 017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.

10. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	188 512	288 934	28 091				72 332
Autres immobilisations incorporelles	169 628	169 628					
Immobilisations incorporelles	358 140	458 562	28 091				72 332
Installations techniques, matériel & outillage	72 332						(72 332)
Autres immobilisations corporelles	350 381	455 141	104 760				
Immobilisations corporelles	422 713	455 141	104 760				(72 332)
Immobilisations corporelles et incorporelles	780 852	913 703	132 851				

Dont immobilisations en crédit-bail :

Immobilisations incorporelles

Immobilisations corporelles

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(166 434)	(216 373)	(37 216)				(12 723)
Amortissements des autres immos incorp.	(149 666)	(158 666)	(9 000)				
Immobilisations incorporelles	(316 100)	(375 039)	(46 216)				(12 723)
Amortissements install tech. matériel & outill.	(12 723)						12 723
Amortissements des autres immobilisations corp.	(232 308)	(291 152)	(58 844)				
Immobilisations corporelles	(245 031)	(291 152)	(58 844)				12 723
Immobilisations corporelles et incorporelles	(561 132)	(666 191)	(105 060)				

Dont immobilisations en crédit-bail :

Amortissements des immobilisations incorporelles

Amortissements des immobilisations corporelles

La synthèse des immobilisations incorporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	358 140	(316 100)		42 040
Augmentation (Inv,Emp)	28 091			28 091
Dotation		(46 216)		(46 216)
Autres variations	72 332	(12 723)		59 609
Clôture	458 562	(375 039)		83 523

La synthèse des immobilisations corporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	422 713	(245 031)		177 681
Augmentation (Inv,Emp)	104 760			104 760
Dotation		(58 844)		(58 844)
Clôture	455 141	(291 152)		163 988

11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépôts et cautionnements versés	47 306	43 083		(4 223)				
Autres créances immobilisées	2 089 543			(2 089 543)				
Immobilisations financières	2 136 849	43 083		(2 093 766)				
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	2 136 849	43 083		(2 093 766)				

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Brut	Provisions	Net
Ouverture	2 136 849		2 136 849
Augmentation (Inv,Emp)			
Dotation			
Diminution (Cess, Remb.)	(2 089 543)		(2 089 543)
Reprise			
Autres variations			
Effet de change et réévaluation			
Variations de périmètre			
Clôture	43 083		43 083

Toutes les créances immobilisées ont une échéance supérieure à un an.

12. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Brut	Dépréciation	Clôture	Brut	Dépréciation	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	5 068 505		5 068 505	4 496 481		4 496 481
Clients et comptes rattachés - part > 1 an						
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	27 963 191	(72 836)	27 890 355	28 493 964	(72 836)	28 421 128
Clients et comptes rattachés	33 031 696	(72 836)	32 958 860	32 990 445	(72 836)	32 917 609
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	67 620		67 620	14 879		14 879
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	650 241		650 241	569 581		569 581
Impôts différés - actif	35 504		35 504	18 087		18 087
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	155 228		155 228	177 463		177 463
Autres créances - part < 1 an	668 158		668 158	278 300		278 300
Charges constatées d'avance - part < 1 an	5 766 985		5 766 985	2 795 116		2 795 116
Autres créances et comptes de régularisation	7 343 736		7 343 736	3 853 426		3 853 426
Total	40 375 432	(72 836)	40 302 596	36 843 871	(72 836)	36 771 035

Libellé	Total	< 1 an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	5 068 505	5 068 505		
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	27 963 191	27 963 191		
Clients et comptes rattachés	33 031 696	33 031 696		
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	67 620	67 620		
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	650 241	650 241		
Impôts différés - actif	35 504	35 504		
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	155 228	155 228		
Autres créances - part < 1 an	668 158	668 158		
Total	1 576 781	1 576 781		
Total Créances	34 608 448	34 608 448		

13. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Libellé	Ouverture	Clôture
Disponibilités	5 910 206	4 586 492
Intérêts courus non échus s/ dispo.	453	24
Trésorerie active	5 910 660	4 586 516
Trésorerie passive		
Trésorerie à court terme	5 910 660	4 586 516
Trésorerie à long terme		
Trésorerie nette	5 910 660	4 586 516

14. Variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2016.12	951 260	10	3 872 113			105 208	4 928 591	
Affectation du résultat N-1			105 209			(105 209)		
Résultat						107 353	107 353	
Autres						0	1	
2017.12	951 260	10	3 977 322			107 353	5 035 945	
Affectation du résultat N-1			107 354			(107 354)		
Résultat						55 743	55 743	
Autres			(0)			1	1	
2018.12	951 260	10	4 084 676			55 743	5 091 689	

15. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	92 777	126 799	34 022				
Autres provisions pour charges - part < 1 an	2 118 440			(2 118 440)			
Impôts différés - passif	(0)	13 920					15 973
Provisions et impôts différés	2 211 216	140 719	34 022	(2 118 440)			15 973

16. Engagements de retraite et avantages similaires

Les hypothèses retenues en matière d'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Convention collective : CCN....	Exercice	Ex. précédent
Augmentation annuelle des salaires	1%	1%
Taux d'actualisation	1.57%	1.3%
Taux de rotation du personnel	Moyen (C)/ Fort (NC)	Moyen (C)/ Fort (NC)
Age de départ à la retraite	65-67 ans	65-67 ans
Initiative du départ	Salarié	Salarié
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2017
Méthode de calcul retenue	Rétrospective	Rétrospective

Compte tenu de ces éléments, la valeur actuelle probable des engagements de retraite de la société s'élève à la clôture de l'exercice à 126 799 euros. A la clôture de l'exercice précédent, elle était de 92 778 euros.

17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an		
Dettes fournisseurs - part < 1 an	10 451 570	11 172 031
Avances, acomptes reçus sur commandes	704 332	499 095
Fournisseurs et comptes rattachés	11 155 902	11 671 125
Dettes sociales - part < 1 an	648 965	733 425
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	127 982	197 635
Produits constatés d'avance - part < 1 an	26 998 593	27 813 531
Autres dettes et comptes de régularisation	27 775 540	29 241 077
Total	38 931 441	40 912 203

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs - part < 1 an	11 172 031	11 172 031		
Avances, acomptes reçus sur commandes	499 095	499 095		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 671 125	11 671 125		
Dettes sociales - part < 1 an	733 425	733 425		
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	197 635	197 635		
Autres dettes - part < 1 an	496 486	496 486		
Produits constatés d'avance - part < 1 an	27 813 531	27 813 531		
Autres dettes et comptes de régularisation	29 241 077	29 241 077		
Total	40 912 203	40 912 203		

18. Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Impôts différés - actif	18 087	35 504	9 526	(4 945)			
Impôts différés - passif	(0)	13 920	3 137	(2 053)			
Valeur nette d'impôt différé	18 087	21 584	6 390	(2 892)			
Dont :							
Données sociales							
Fiscalité différée (décalages temporaires)							
Fiscalité différée (retraitements de consolidation)		(13 920)	(3 137)				
Annulation du social pour les MEE							
Valeur nette par catégorie		(13 920)	(3 137)				

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

19. Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Production vendue de services	178 253 121	153 384 404
Produits des activités annexes	922 596	655 820
Chiffres d'affaires	179 175 718	154 040 223

Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

20. Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Subventions d'exploitation	4 883	25 233
Rep./Prov. risques & charges d'exploit.	28 897	125 800
Rep./Prov. engagements de retraite		63 234
Transferts de charges d'exploitation	17 104	29 041
Autres produits	27 079	295 775
Autres produits d'exploitation	77 964	539 083

21. Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats d'études et prestations de services	(152 906 872)	(128 785 405)
Achats non stockés de matières et fournitures	(93 251)	(73 862)
Achats consommés	(153 000 123)	(128 859 267)

22. Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance		
Redevances de crédit-bail		
Locations immobilières et charges locatives	(275 679)	(224 914)
Locations mobilières et charges locatives	(188 663)	(183 261)
Autres services extérieurs	(263 594)	(225 292)
Primes d'assurances	(68 633)	(59 210)
Autres services extérieurs	(65 156)	(47 005)
Redevances		
Personnel détaché et intérimaire	(309 544)	(258 591)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(16 950 959)	(17 684 667)
Publicité, publications, relations publiques	(963 070)	(1 137 211)
Transport		(231)
Déplacements, missions et réceptions	(444 403)	(463 257)
Frais postaux et frais de télécommunications	(57 137)	(56 310)
Frais bancaires	(106 580)	(124 600)
Autres charges externes	(13 807)	(13 166)
Autres charges	(8 636)	(149)
Autres charges d'exploitation	(19 715 841)	(20 477 864)

La variation des rémunérations intermédiaires et honoraires comprend essentiellement des commissions sur agence.

23. Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(71 538)	(70 993)
Autres impôts et taxes	(147 703)	(113 308)
Impôts et taxes	(219 242)	(184 302)

24. Charges de personnel et effectif

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(3 946 493)	(3 324 784)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 599 938)	(1 307 309)
Autres charges de personnel	25 188	58 516
Charges de personnel	(5 521 242)	(4 573 577)

Libellé	2018	2017
Effectif moyen Interne	102	79
Cadres	32	2
Agents de maîtrise et techniciens		24
Employés	70	53
Ouvriers		
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	102	79

25. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amt. & Prov. immo. incorporelles	(46 215)	(31 784)
Dot./Amt. & Prov. immo. corporelles	(58 844)	(64 722)
Dot/Prov. engagements de retraite	(34 022)	
Dotations d'exploitation	(139 082)	(96 507)

26. Produits financiers

	2018	2017
Dividendes des autres participations		
Gains de change sur opérations financières	16 703	640
Autres produits financiers	1 466	12 412
Produits financiers	18 169	13 052

27. Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(374)	(843)
Pertes de change sur opérations financières	(16 735)	(21 953)
Charges financières	(17 109)	(22 796)

28. Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	28 867	24 250
Produits de cession d'immo. corp.		8 055
Rep. excep./Prov. pour R&C exceptionnels	2 089 543	
Produits exceptionnels	2 118 410	32 305

29. Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(2 506 301)	(34 443)
Charges excep. sur exercices antérieurs		(9 102)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(3 187)
Charges exceptionnelles	(2 506 301)	(46 732)

30. Impôts sur les résultats

Libellé	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	(43 638)	(54 871)
Impôts différés	3 497	(25 960)
Impôts sur les résultats	(40 141)	(80 831)

Autres Informations

31. Engagements hors-bilan

La filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

32. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant au **compte de résultat consolidé de l'exercice** concernant la certification des comptes s'élève à 33 210 euros HT.

33. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

34. Transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Evénements significatifs postérieurs à clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.





[Handwritten signature]

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2019

Chers Associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce à l'effet notamment de vous rendre compte de l'activité de la Société et du groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels de la Société et les comptes consolidés dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des co-commissaires aux comptes.

1) SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

- Analyse de l'évolution des affaires

La société a poursuivi sa croissance constante et maîtrisée grâce à sa filiale toujours performante.

- Evènements importants survenus au cours de l'exercice

Aucun évènement important n'est intervenu au cours de l'exercice.

- Evènements importants intervenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

- Progrès réalisés ou difficultés rencontrées

La Société et sa filiale, Thalasso n°1, ont poursuivi leur progression dans le cadre de leurs activités.

- Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Les perspectives sont favorables malgré un marché très concurrentiel dans lequel évolue sa filiale.

hs



[Signature]

- Activités en matière de recherche et de développement

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société et sa filiale, Thalasso n° 1, n'ont pas engagé de politique en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

2) ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

La Société et sa filiale, Thalasso n° 1, ont maintenu leur développement sans recourir à l'endettement.

3) RESULTATS DE LA SOCIETE – AFFECTATION

- Présentation des comptes annuels

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Aucun changement n'est intervenu dans les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels par rapport à l'exercice précédent.

Vous trouverez dans l'annexe toutes explications complémentaires.

Vos Co-Commissaires aux comptes relatent, dans leur rapport sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, l'accomplissement de leur mission.

- Exposé sur les résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les résultats ressortent ainsi :

	2018	2017
Chiffre d'affaires	879.029	678.731
Produits d'exploitation	879.047	678.738
Charges d'exploitation	857.053	647.507
Résultat d'exploitation	21.994	31.231
<i>Effectif salarié moyen</i>	4	4
Résultat financier	157	0
Produits financiers	157	0
Charges financières	0	0
Résultat courant avant IS	22.151	31.231
Résultat exceptionnel	(11.528)	(11.475)
Impôt sur les bénéfices	2.963	6.585
Bénéfice net comptable	7.660	13.171
Total du bilan	4.468.732	4.464.663

L'exercice clos le 31 décembre 2018 se traduit en conséquence par un bénéfice de 7.660 euros.

Mbs

- Affectation du résultat

Nous vous demandons d'approuver les comptes annuels tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 7.660 euros.

Nous vous proposons d'affecter ledit bénéfice comme indiqué ci-après :

- Au compte « Autres réserves » : 7.660 €

Le compte « Autres réserves » serait ainsi porté de 3.082.396 € à 3.090.056 €.

- Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois derniers exercices de la Société.

- Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous demandons de prendre acte qu'aucune dépense ni charge visée à l'article 39-4 dudit code, n'a été engagée au sein de la Société.

- Tableaux des résultats des cinq derniers exercices du groupe et de la Société

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, les tableaux faisant apparaître les résultats des cinq derniers exercices du groupe et de la Société.

4) ACTIVITE DES FILIALES ET DES SOCIETES CONTROLEES

La Société détient Thalasso n°1 (SAS) à 100% (soit 7.000 actions sur les 7.000 actions composant le capital social).

Thalasso n°1 a réalisé un chiffre d'affaires de 179.188.718 euros et un bénéfice de 226.158 euros au titre de l'exercice 2018 contre un chiffre d'affaires de 154.044.223 euros et un bénéfice de 241.295 euros en 2017.

La Société n'a cédé ni acquis aucune filiale ni aucune participation dans le capital d'autres sociétés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

5) COMPTES CONSOLIDES

Pour la cinquième année, la Société a établi avec sa filiale, Thalasso n°1, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux dispositions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et selon les méthodes prévues à l'article L. 233-18 du Code de commerce.

Handwritten signature in blue ink.



Handwritten signature in blue ink.

Ces comptes consolidés, que nous soumettons à votre approbation, font ressortir un chiffre d'affaires consolidé de 179.175.718 euros et un bénéfice consolidé de 55.743 euros.

Vos Co-Commissaires aux comptes vous font part, dans leur rapport, de leurs appréciations sur ces comptes consolidés.

6) CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous allons vous présenter le rapport spécial des co-commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce en vue de leur approbation.

La liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales, qui en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, a été tenue à votre disposition dans les délais légaux et communiquée aux co-commissaires aux comptes.

7) INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article L. 441-6-1 al. 1 du Code de commerce que les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients sont les suivants :

	Article D. 441 I, 1° du Code de commerce: Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	NON APPLICABLE				4
Montant total des factures concernées TTC	1235.20 euros	6708 euros			
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	0.92%	5.02%			
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice	NON APPLICABLE				

Handwritten signature

(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées	
Nombre de factures exclues	0
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)	0
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)	
Délai de paiement utilisé pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours Délais légaux 60 jours

	Article D. 441 I, 2° du Code de commerce: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	NON APPLICABLE				1
Montant total des factures concernées TTC	2 954.95 euros				
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	NON APPLICABLE				
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice	0.28 %				

ms

(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées	
Nombre de factures exclues	0
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)	0
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)	
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours Délais légaux : 60 jours

8) PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce, nous vous indiquons que l'état des participations des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit au 31 décembre 2018, s'élève à 100%.
50,03% du capital social est détenu par Monsieur Abderraouf Benslimane et 49,97% par Madame Samia Benslimane.

9) DELEGATION DE POUVOIR DU PRESIDENT

Aucune délégation de pouvoir n'a été donnée au président au cours de l'exercice écoulé en vue de réaliser une augmentation de capital.

10) PRETS ENTRE ENTREPRISES

Nous vous informons que la Société n'a procédé à l'octroi d'aucun prêt relevant de l'article L.511-6 3bis du Code de Commerce.

11) SITUATION SUR LES MANDATS SOCIAUX ET LES MANDATS DES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les mandats de la société GCIC Gestion Comptable de l'Industrie et du Commerce, société à responsabilité limitée au capital de 400.000 euros, dont le siège social est 15 avenue Victor Hugo 75116 Paris, immatriculée sous le numéro 377 507 140 RCS Paris et de la société Kreston Conseil, société à responsabilité limitée au capital de 88.000 euros, dont le siège social est 2 rue Meissonier – 75017 Paris, immatriculée sous le numéro 582 118 410 RCS Paris, co-commissaires aux comptes titulaires arrivent à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'exercice clos le 31 décembre 2018.

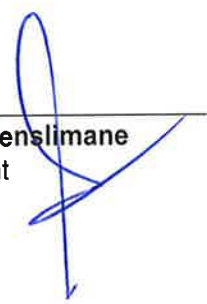
Ab

Nous vous proposons de renouveler les mandats de co-commissaire aux comptes titulaires de la société GCIC Gestion Comptable de l'Industrie et du Commerce et de la société Kreston Conseil pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous vous proposons, par ailleurs, de ne pas renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant de la société Union Fiduciaire de Paris, société anonyme au capital de 76.000 euros, dont le siège social est 2 rue de Phalsbourg – 75017 Paris, immatriculée sous le numéro 612 000 836 RCS Paris.

Le mandat du Président et du Directeur général ne sont pas arrivés à expiration.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par vos co-commissaires aux comptes, à adopter les décisions que nous vous soumettons.


Raouf Benslimane
Président

Annexe 1

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE ET DU GROUPE
POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES

plus



[Signature]

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	951 260	951 260	951 260	951 260	951 260
	Nombre d'actions ordinaires	95 126	95 126	95 126	95 126	95 126
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation - Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	375 745	364 878	452 920	678 731	879 029
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amortissements et prov.	1 954 546	11 914	14 607	30 958	21 825
	Impôts sur les bénéfices	25 392	237	1 135	6 585	2 963
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 924 250	474	2 269	13 171	7 660
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et prov.	20				
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	20				
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié	1	1	2	4	4
	Montant de la masse salariale	218 351	218 351	262 403	390 267	528 247
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	77 185	77 537	97 814	148 752	200 794



5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951 260 €

Siège social : 22/24, rue du Président WILSON

92300 LEVALLOIS PERRET

RCS 493 094 445 RCS NANTERRE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

ASSEMBLEE GENERALE DU 28 JUIN 2019



KRESTON CONSEIL
2, rue Meissonier
75017 PARIS



GCIC
15, avenue Victor Hugo
75017 PARIS

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

5 STRATEGIES SAS – Comptes consolidés au 31/12/2018

KRESTON CONSEIL
2, rue Meissonier
75017 PARIS

GCIC
15, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951 260 €
Siège social : 22/24 , rue du Président WILSON
92300 LEVALLOIS PERRET
RCS 493 094 445 RCS NANTERRE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

ASSEMBLEE GENERALE DU 28 JUIN 2019

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société 5 STRATEGIES SAS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

5 STRATEGIES SAS – Comptes consolidés au 31/12/2018



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

5 STRATEGIES SAS – Comptes consolidés au 31/12/2018

Handwritten signature and initials.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à Paris, le 13 juin 2019

KRESTON CONSEIL

GCIC

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Jean-Louis DECOUCHE

Nicolas BRULAT

5 STRATEGIES

Exercice clos le : 31/12/2018

APE :

SIRET : 493 094 445

Expertise comptable / Conseil

Smart decisions. Lasting value.

KRESTON CONSEIL

Sommaire

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

États financiers	4
Bilan consolidé	4
Compte de résultat consolidé	5
Tableau de flux de trésorerie consolidé	6
Variations des capitaux propres	7
Faits caractéristiques de l'exercice	8
Principes, règles et méthodes de consolidation	9
1. Conventions comptables générales	9
2. Date de clôture de l'exercice	9
3. Utilisation d'estimations	9
4. Changement de méthode et comparabilité des exercices	9
5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées	9
6. Variation du périmètre de consolidation	10
7. Ecart d'acquisition	10
8. Règles et méthodes comptables	11
Notes annexes sur les postes du bilan	14
9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	14
10. Immobilisations corporelles et incorporelles	15
11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	16
12. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	17
13. Valeurs mobilières de placement et disponibilités	17
14. Variation des capitaux propres consolidés	18
15. Provisions	18
16. Engagements de retraite et avantages similaires	18
17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	19
18. Notes annexes sur les impôts différés	19
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	20
19. Chiffre d'affaires	20
20. Autres produits d'exploitation	20
21. Achats consommés	20
22. Charges externes	21
23. Impôts et taxes	21
24. Charges de personnel et effectif	21
25. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	22
26. Produits financiers	22
27. Charges financières	22
28. Produits exceptionnels	23
29. Charges exceptionnelles	23
30. Impôts sur les résultats	23



[Signature]

Autres Informations	24
31. Engagements hors-bilan	24
32. Rémunérations des commissaires aux comptes.....	24
33. Rémunération des dirigeants.....	24
34. Transactions entre parties liées.....	24
Evénements significatifs postérieurs à clôture	25



États financiers

Bilan consolidé

Libellé	Notes	2018	2017
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	10	964 903	1 140 339
Immobilisations incorporelles	11	83 523	42 040
Immobilisations corporelles	11	163 988	177 681
Immobilisations financières	12	43 083	2 136 849
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé		1 255 498	3 496 909
Stocks et en-cours			
Clients et comptes rattachés	13	32 958 860	32 917 609
Impôts différés - actif		35 504	18 087
Autres créances et comptes de régularisation	13	7 308 232	3 835 339
Valeurs mobilières de placement	14		
Disponibilités	14	4 586 492	5 910 206
Intérêts courus non échus s/ dispo.	14	24	453
Actif circulant		44 889 112	42 681 695
Total Actif		46 144 610	46 178 604
Capital		951 260	951 260
Primes liées au capital		10	10
Ecart de réévaluation			
Réserves		4 084 676	3 977 322
Résultat net (Part du groupe)		55 743	107 353
Capitaux propres (part du groupe)	15	5 091 689	5 035 945
Intérêts minoritaires			
Autres fonds propres		(0)	0
Ecart d'acquisition passif			
Provisions et impôts différés	16	140 719	2 211 216
Provisions		140 719	2 211 217
Emprunts et dettes financières			
Fournisseurs et comptes rattachés	17	11 671 125	11 155 902
Autres dettes et comptes de régularisation	17	29 241 077	27 775 540
Dettes		40 912 203	38 931 441
Total Passif		46 144 610	46 178 603

Compte de résultat consolidé

Libellé	Notes	2018	2017
Chiffres d'affaires	19	179 175 718	154 040 223
Autres produits d'exploitation	20	77 964	539 083
Produits d'exploitation		179 253 681	154 579 306
Achats consommés	21	(153 000 123)	(128 859 267)
Autres charges d'exploitation	22	(19 715 841)	(20 477 864)
Impôts et taxes	23	(219 242)	(184 302)
Charges de personnel	24	(5 521 242)	(4 573 576)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	25	(139 082)	(96 507)
Charges d'exploitation		(178 595 530)	(164 191 515)
Résultat d'exploitation		658 152	387 791
Produits financiers	26	18 169	13 052
Charges financières	27	(17 109)	(22 796)
Résultat financier		1 060	(9 744)
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées		659 212	378 048
Produits exceptionnels	28	2 118 410	32 305
Charges exceptionnelles	29	(2 506 301)	(46 732)
Résultat exceptionnel		(387 892)	(14 427)
Impôt sur les bénéfices		(87 313)	(54 871)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale			
Impôts différés		3 497	(25 960)
Carry-back		43 675	
Impôts sur les résultats	30	(40 141)	(80 831)
Résultat net des entreprises intégrées		231 179	282 789
Dotations aux prov. des écarts d'acquisition (impairment)			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(175 436)	(175 436)
Quote-part dans les résultats des entreprises en mises en équiv.			
Résultat net de l'ensemble consolidé		55 743	107 353
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)		55 743	107 353

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation

95 126

95 126

Résultat par action

0,59

1,13

Résultat dilué par action

0,59

1,13

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2018.12	2017.12
Résultat net total des entités consolidées	55 743	107 353
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	(1 003 922)	86 096
Variation de l'impôt différé	(3 497)	25 960
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		(8 055)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Marge brute d'autofinancement	(1 751 676)	211 354
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 532 955)	2 679 384
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	(3 284 631)	2 890 738
Acquisitions d'immobilisations	(132 851)	(165 797)
Cessions d'immobilisations		8 055
Réduction des autres immobilisations financières	(2 093 766)	
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements à court terme		
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	1 960 915	(157 742)
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Dividendes versés des filiales		
Dividendes reçus/versés de la société mère		
Augmentations / réductions de capital		
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)		
Variation de change sur la trésorerie (IV)		
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(1 323 716)	2 732 996
Trésorerie : ouverture	5 910 660	3 177 663
Reclassement d'ouverture	0	
Trésorerie : ouverture	5 910 660	
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôture	4 586 516	5 910 660

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2016.12	951 260	10	3 872 113			105 208	4 928 591	
Affectation du résultat N-1			105 209			(105 209)		
Résultat						107 353	107 353	
Autres						0	1	
2017.12	951 260	10	3 977 322			107 353	5 035 945	
Affectation du résultat N-1			107 354			(107 354)		
Résultat						55 743	55 743	
Autres			(0)			1	1	
2018.12	951 260	10	4 084 676			55 743	5 091 689	

Faits caractéristiques de l'exercice

Le résultat exceptionnel de -387 892€ comprend notamment les charges liées au litige Télémaque à hauteur de 2.5 millions d'euros.



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. V...'.

Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France.

En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique. La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2018 :

Sociétés	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
5 STRATEGIES (SOCIETE MERE*)	IG	100,00	100,00
THALASSO N°1	IG	100,00	100,00
	IG	100,00	100,00

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre sur l'exercice 2018.

7. Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que les marques et les licences, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué. Dans le Groupe, la durée d'amortissement des écarts d'acquisition amortis est comprise entre 10 et 20 ans, elle est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique ;
- dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti (c'est le cas notamment des écarts d'acquisitions représentatifs des fonds commerciaux – juridiquement protégés – non amortis dans les comptes sociaux) ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies, c'est-à-dire dans le cas du Groupe, au niveau des secteurs d'activité de chaque pays dans lequel le Groupe exerce ses activités.

Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

8. Règles et méthodes comptables

8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'œuvre..) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés à l'actif lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

8.2. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

La société a pris l'option de ne pas activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

8.3. Créances clients et autres créances

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

8.4. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

8.5. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

8.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

8.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme

Engagements de retraite

Le seul engagement de retraite supporté par la société est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La société a décidé de ne pas de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agence et voyages.

8.8 Crédit d'impôt compétitivité (CICE)

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel, la société a comptabilisé le CICE de l'exercice dans ses comptes individuels, au crédit d'un sous-compte dédié du compte de charges 64 « Charges de personnel » pour un montant de 143 628 euros.

Le CICE de l'exercice précédent, d'un montant de 149 994 euros, a permis principalement l'embauche de salariés nécessaires au développement de la société.

8.9. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

Ils peuvent comprendre par exemple :

- les plus-values ou moins-values de cession - ou les dépréciations - importantes et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- certaines charges de restructuration : il s'agit uniquement des coûts de restructuration qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, par leur caractère inhabituel et leur importance ;
- d'autres charges et produits d'exploitation tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative.

8.10. Application des méthodes préférentielles

Le Groupe applique, le cas échéant, toutes les méthodes préférentielles énoncées au § 300 du règlement CRC no 99-02.

8.11. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Notes annexes sur les postes du bilan

9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 754 366	1 754 366						
Amortissements des écarts d'acquisition	(614 027)	(789 463)			(175 436)			
Provisions des écarts d'acquisition								
Valeur nette	1 140 339	964 903			(175 436)			
Ecarts d'acquisition - passif								
Reprise - écarts d'acquisition - passif								
Valeur nette								

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1 754 366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1 904 383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150 017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.

10. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess., Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	188 512	288 934	28 091				72 332
Autres immobilisations incorporelles	169 628	169 628					
Immobilisations incorporelles	358 140	458 562	28 091				72 332
Installations techniques, matériel & outillage	72 332						(72 332)
Autres immobilisations corporelles	350 381	455 141	104 760				
Immobilisations corporelles	422 713	455 141	104 760				(72 332)
Immobilisations corporelles et incorporelles	780 852	913 703	132 851				

Dont immobilisations en crédit-bail :

Immobilisations incorporelles

Immobilisations corporelles

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess., Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(166 434)	(216 373)	(37 216)				(12 723)
Amortissements des autres immos incorp.	(149 666)	(158 666)	(9 000)				
Immobilisations incorporelles	(316 100)	(375 039)	(46 216)				(12 723)
Amortissements install tech. matériel & outill.	(12 723)						12 723
Amortissements des autres immobilisations corp.	(232 308)	(291 152)	(58 844)				
Immobilisations corporelles	(245 031)	(291 152)	(58 844)				12 723
Immobilisations corporelles et incorporelles	(561 132)	(666 191)	(105 060)				

Dont immobilisations en crédit-bail :

Amortissements des immobilisations incorporelles

Amortissements des immobilisations corporelles

La synthèse des immobilisations incorporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	358 140	(316 100)		42 040
Augmentation (Inv,Emp)	28 091			28 091
Dotation		(46 216)		(46 216)
Autres variations	72 332	(12 723)		59 609
Clôture	458 562	(375 039)		83 523

La synthèse des immobilisations corporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	422 713	(245 031)		177 681
Augmentation (Inv,Emp)	104 760			104 760
Dotation		(58 844)		(58 844)
Clôture	455 141	(291 152)		163 988

11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépôts et cautionnements versés	47 306	43 083		(4 223)				
Autres créances immobilisées	2 089 543			(2 089 543)				
Immobilisations financières	2 136 849	43 083		(2 093 766)				
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	2 136 849	43 083		(2 093 766)				

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Brut	Provisions	Net
Ouverture	2 136 849		2 136 849
Augmentation (Inv,Emp)			
Dotation			
Diminution (Cess, Remb.)	(2 089 543)		(2 089 543)
Reprise			
Autres variations			
Effet de change et réévaluation			
Variations de périmètre			
Clôture	43 083		43 083

Toutes les créances immobilisées ont une échéance supérieure à un an.

12. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Brut	Dépréciation	Clôture	Brut	Dépréciation	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	5 068 505		5 068 505	4 496 481		4 496 481
Clients et comptes rattachés - part > 1 an						
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	27 963 191	(72 836)	27 890 355	28 493 964	(72 836)	28 421 128
Clients et comptes rattachés	33 031 696	(72 836)	32 958 860	32 990 445	(72 836)	32 917 609
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	67 620		67 620	14 879		14 879
Créances fiscales hors IS- part < 1an	650 241		650 241	569 581		569 581
Impôts différés - actif	35 504		35 504	18 087		18 087
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1an	155 228		155 228	177 463		177 463
Autres créances - part < 1an	668 158		668 158	278 300		278 300
Charges constatées d'avance - part < 1 an	5 766 985		5 766 985	2 795 116		2 795 116
Autres créances et comptes de régularisation	7 343 736		7 343 736	3 853 426		3 853 426
Total	40 375 432	(72 836)	40 302 596	36 843 871	(72 836)	36 771 035

Libellé	Total	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	5 068 505	5 068 505		
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	27 963 191	27 963 191		
Clients et comptes rattachés	33 031 696	33 031 696		
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	67 620	67 620		
Créances fiscales hors IS- part < 1an	650 241	650 241		
Impôts différés - actif	35 504	35 504		
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1an	155 228	155 228		
Autres créances - part < 1an	668 158	668 158		
Total	1 676 761	1 676 761		
Total Créances	34 608 446	34 608 446		

13. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Libellé	Ouverture	Clôture
Disponibilités	5 910 206	4 586 492
Intérêts courus non échus s/ dispo.	453	24
Trésorerie active	5 910 660	4 586 516
Trésorerie passive		
Trésorerie à court terme	5 910 660	4 586 516
Trésorerie à long terme		
Trésorerie nette	5 910 660	4 586 516

14. Variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2016.12	951 260	10	3 872 113			105 208	4 928 691	
Affectation du résultat N-1			105 209			(105 209)		
Résultat						107 353	107 353	
Autres						0	1	
2017.12	951 260	10	3 977 322			107 353	5 035 945	
Affectation du résultat N-1			107 354			(107 354)		
Résultat						55 743	55 743	
Autres			(0)			1	1	
2018.12	951 260	10	4 084 676			55 743	5 091 689	

15. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	92 777	126 799	34 022				
Autres provisions pour charges - part < 1 an	2 118 440			(2 118 440)			
Impôts différés - passif	(0)	13 920					15 973
Provisions et impôts différés	2 211 216	140 719	34 022	(2 118 440)			15 973

16. Engagements de retraite et avantages similaires

Les hypothèses retenues en matière d'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Convention collective : CCN....	Exercice	Ex. précédent
Augmentation annuelle des salaires	1%	1%
Taux d'actualisation	1.57%	1.3%
Taux de rotation du personnel	Moyen (C) / Fort (NC)	Moyen (C) / Fort (NC)
Age de départ à la retraite	65-67 ans	65-67 ans
Initiative du départ	Salarié	Salarié
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2017
Méthode de calcul retenue	Rétrospective	Rétrospective

Compte tenu de ces éléments, la valeur actuelle probable des engagements de retraite de la société s'élève à la clôture de l'exercice à 126 799 euros. A la clôture de l'exercice précédent, elle était de 92 778 euros.

17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an		
Dettes fournisseurs - part < 1 an	10 451 570	11 172 031
Avances, acomptes reçus sur commandes	704 332	499 095
Fournisseurs et comptes rattachés	11 155 902	11 671 125
Dettes sociales - part < 1 an	648 965	733 425
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	127 982	197 635
Produits constatés d'avance - part < 1 an	26 998 593	27 813 531
Autres dettes et comptes de régularisation	27 775 540	29 241 077
Total	38 931 441	40 912 203

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs - part < 1 an	11 172 031	11 172 031		
Avances, acomptes reçus sur commandes	499 095	499 095		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 671 125	11 671 125		
Dettes sociales - part < 1 an	733 425	733 425		
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	197 635	197 635		
Autres dettes - part < 1 an	496 486	496 486		
Produits constatés d'avance - part < 1 an	27 813 531	27 813 531		
Autres dettes et comptes de régularisation	29 241 077	29 241 077		
Total	40 912 203	40 912 203		

18. Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Impôts différés - actif	18 087	35 504	9 526	(4 945)			
Impôts différés - passif	(0)	13 920	3 137	(2 053)			
Valeur nette d'impôt différé	18 087	21 584	6 390	(2 892)			
Dont :							
Données sociales							
Fiscalité différée (décalages temporaires)							
Fiscalité différée (retraitements de consolidation)		(13 920)	(3 137)				
Annulation du social pour les MEE							
Valeur nette par catégorie		(13 920)	(3 137)				

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

19. Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Production vendue de services	178 253 121	153 384 404
Produits des activités annexes	922 596	655 820
Chiffres d'affaires	179 175 718	154 040 223

Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

20. Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Subventions d'exploitation	4 883	25 233
Rep./Prov. risques & charges d'exploit.	28 897	125 800
Rep./Prov. engagements de retraite		63 234
Transferts de charges d'exploitation	17 104	29 041
Autres produits	27 079	295 775
Autres produits d'exploitation	77 964	539 083

21. Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats d'études et prestations de services	(152 906 872)	(128 785 405)
Achats non stockés de matières et fournitures	(93 251)	(73 862)
Achats consommés	(153 000 123)	(128 859 267)

22. Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance		
Redevances de crédit-bail		
Locations immobilières et charges locatives	(275 679)	(224 914)
Locations mobilières et charges locatives	(188 663)	(183 261)
Autres services extérieurs	(263 594)	(225 292)
Primes d'assurances	(68 633)	(59 210)
Autres services extérieurs	(65 156)	(47 005)
Redevances		
Personnel détaché et intérimaire	(309 544)	(258 591)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(16 950 959)	(17 684 667)
Publicité, publications, relations publiques	(963 070)	(1 137 211)
Transport		(231)
Déplacements, missions et réceptions	(444 403)	(463 257)
Frais postaux et frais de télécommunications	(57 137)	(56 310)
Frais bancaires	(106 560)	(124 600)
Autres charges externes	(13 807)	(13 166)
Autres charges	(8 636)	(149)
Autres charges d'exploitation	(19 715 841)	(20 477 864)

La variation des rémunérations intermédiaires et honoraires comprend essentiellement des commissions sur agence.

23. Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(71 538)	(70 993)
Autres impôts et taxes	(147 703)	(113 308)
Impôts et taxes	(219 242)	(184 302)

24. Charges de personnel et effectif

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(3 946 493)	(3 324 784)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 599 938)	(1 307 309)
Autres charges de personnel	25 188	58 516
Charges de personnel	(5 521 242)	(4 573 577)

Libellé	2018	2017
Effectif moyen interne	102	79
Cadres	32	2
Agents de maîtrise et techniciens		24
Employés	70	53
Ouvriers		
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	102	79

25. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amt. & Prov. immo. incorporelles	(46 215)	(31 784)
Dot./Amt. & Prov. immo. corporelles	(58 844)	(64 722)
Dot./Prov. engagements de retraite	(34 022)	
Dotations d'exploitation	(139 082)	(96 507)

26. Produits financiers

	2018	2017
Dividendes des autres participations		
Gains de change sur opérations financières	16 703	640
Autres produits financiers	1 466	12 412
Produits financiers	18 169	13 052

27. Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(374)	(843)
Pertes de change sur opérations financières	(16 735)	(21 953)
Charges financières	(17 109)	(22 796)

28. Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	28 867	24 250
Produits de cession d'immo. corp.		8 055
Rep. excep./Prov. pour R&C exceptionnels	2 089 543	
Produits exceptionnels	2 118 410	32 305

29. Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(2 506 301)	(34 443)
Charges excep. sur exercices antérieurs		(9 102)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(3 187)
Charges exceptionnelles	(2 506 301)	(46 732)

30. Impôts sur les résultats

Libellé	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	(43 638)	(54 871)
Impôts différés	3 497	(25 960)
Impôts sur les résultats	(40 141)	(80 831)

Autres Informations

31. Engagements hors-bilan

La filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

32. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice concernant la certification des comptes s'élève à 33 210 euros HT.

33. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

34. Transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Evénements significatifs postérieurs à clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.



5 STRATEGIES

Annexe au Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Décembre 2018

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

5 STRATEGIES SAS – Comptes consolidés au 31/12/2018

Handwritten signature and initials.

